

# Dossier



*Ni putes ni soumises.*  
Médias et femmes d'un autre genre ?

Professeure des universités Sylvie THIÉBLEMONT  
CREM, Université de Lorraine  
FRANCE  
sylvie.thieblemont@univ-lorraine.fr

**Résumé :** Depuis 2000, émergent de nouveaux mouvements de femmes, à l'image de Ni putes ni soumises (NPNS), qui donnent une nouvelle approche du militantisme : non pas celui de féministes au sens classique du terme, mais de femmes portant des revendications auprès des médias et *via* les médias sur les conditions de vie des habitants des banlieues. Aussi de nombreux médias vont-ils participer à la médiatisation de NPNS et à ses discours, et lui servir en quelque sorte de lieu de « fabrique » à destination de l'opinion publique.

**Mots-clés :** médiatisation, représentations, féminisme, banlieues, fabrique

\*\*\*

*Ni putes ni soumises. Media and women with other gender?*

**Abstract:** Since 2000, new women's movements emerge like *Ni putes ni soumises* (NPNS) who give a new approach to activism: not the one on feminists in the classical sense of the term with the connotations it carries, but women carrying claims in the media and through the media on the living conditions of the residents of the suburbs. So, many media will take part in the mediatization of NPNS and its discourses, and will serve in some way as a place of “factory” for the public opinion.

**Keywords:** mediatization, representations, feminism, suburbs, factory

\*\*\*

Fort de son émergence dans les espaces public et médiatique entre 2000 et 2007, *via Le Monde* et *Elle*, voire certaines chaînes de télévision<sup>1</sup>, le mouvement Ni putes

---

<sup>1</sup> Ce corpus est composé de 11 documents télévisuels (2003-2007) sous quatre formes distinctes : le documentaire, le débat, le reportage et le divertissement et de 28 journaux télévisés (2000-2007) retenus selon les critères de pertinence suivants : prises de parole par les porte-parole du mouvement sur leurs

ni soumises (NPNS) a non seulement été sur le devant de la scène dès 2000 de par ses revendications adossées à un problème public (Felstiner, Abel & Sarat, 1991 ; Neveu, 1999 ; Céfaï, 2002, texte en ligne) – celui du sort des femmes vivant dans les banlieues, femmes immigrées ou d’origine immigrée, mais pas seulement - et s’est revendiqué un mouvement non féministe, mais à la fois féminin et mixte, voulant de la sorte se démarquer d’autres mouvements déjà connus (Les Chiennes Gardes, La Meute, etc.).

Rejeter les questionnements autour du féminisme et des questions de genre tel que discuté par d’autres mouvements de femmes ou d’intellectuelles, a été l’un des axes de leur projet, par effet fortement médiatisé, ces militantes estimant que cela était réservé à une forme d’élitisme dont elles voulaient se défaire. À la suite du *Monde* et *Elle*, d’autres médias ont donc relayé leurs propos, participé à leurs rencontres, universités populaires, conférences, et leur ont permis de démontrer que certaines questions (respect de la femme, lutte contre les violences conjugales etc.) liées au genre pour d’autres collectifs, pouvaient ne pas l’être pour elles. Et lors de la nomination de la présidente du mouvement Fadela Amara, en 2007, à la fonction de secrétaire d’État chargée de la Politique de la Ville dans le gouvernement de Nicolas Sarkozy, si le mouvement connaît certaines turbulences et tensions, perd en quelques mois de sa *starification*, pour laisser la place, dans les médias, à un autre mouvement qui émerge certes plus tard, celui des FEMEN, pour autant, il continue d’exister, de militer et d’asseoir ses prises de position particulières quant aux questions sur les habitant(e)s des banlieues et les féminismes.

Ce n’est donc pas par opposition systématique au sexe masculin que ces militantes se sont fait connaître auprès de divers publics, mais davantage par un ensemble de propositions destinées à tous les citoyens, en priorité des banlieues. Ce dont Fadela Amara a toujours témoigné, notamment dans son premier ouvrage *Ni putes ni soumises* (2003)<sup>2</sup> lorsqu’elle expliquait que le but recherché de leur mobilisation était la construction d’un mouvement citoyen au sein duquel les revendications devaient transcender le genre, le sexe, l’ethnie, la race et les religions.

### **1. De la visibilité médiatique de NPNS via la construction d’un problème public**

Les stratégies communicationnelles des femmes militant à NPNS s’inscrivent, dès le départ de la constitution du mouvement, dans la conception des « régimes du proche » (Thévenot, 2006) et dans celle de l’action collective (Céfaï & Trom, 2001). Aussi représentent-elles très tôt du côté des médias un corps social émergent intéressant, d’autant que ce collectif n’est pas simplement le rassemblement de femmes immigrées ou issues de diverses immigrations, mais de femmes vivant dans les quartiers et se trouvant confrontées à des difficultés identiques. Certes, il est important de revenir sur la médiatisation singulière de ce mouvement et par effet, du corpus

---

actions de grande envergure et leurs revendications. Concernant les télévisions, il s’agit majoritairement d’Arte, TF1, France 2 et Canal+ qui se déclare partenaire officiel du mouvement dès 2005.

<sup>2</sup> Voir Amara, F. et Zappi, S. (2003). *Ni putes ni soumises*. Paris : Éd. La Découverte.

utilisé pour cette étude puisqu'il s'agit de deux types de presse différents, à savoir *Le Monde* et le magazine *Elle*<sup>3</sup>. Ainsi, Sylvia Zappi, journaliste alors chargée de l'immigration, de l'intégration, de la discrimination et de l'intégration au Monde, est une des premières à vouloir « rendre visible un pan de la société, qui parfois, était occulté, voire brouillé, notamment par la publication brute de faits divers »<sup>4</sup>, et à participer volontairement dès 2000 de la montée en visibilité médiatique de NPNS par des articles réguliers, comme le feront dans la foulée d'autres de ses confrères du même titre ayant le même objectif. Tout en établissant publiquement ses liens en 2003 avec Fadela Amara autour de l'ouvrage *Ni Putes Ni Soumises* (2003) qu'elle cosigne, elle offre également au mouvement « un accès à un espace de lutte symbolique où [ont été] nommés et définis les enjeux qui, à force d'être répétés, [ont fini] par s'imposer dans [les agendas] politique » et médiatique (Wisler, 1999, p. 122). Parallèlement, Valérie Toranian, directrice de la rédaction de *Elle*, se lie, dès le début de l'existence de NPNS, à Fadela Amara, et met en place un partenariat, via la *Fondation Elle*, dont le concours « Elle Solidarité Mode » d'avril 2004, est un exemple emblématique<sup>5</sup>. Par ailleurs, la participation de cette dernière à différents débats sur les conditions des femmes dans les cités, mais aussi dans le monde, est également constitutive du choix opéré pour ce magazine<sup>6</sup>, avec pour objet des thématiques proches de celles que traitent annuellement les intervenants des universités annuelles organisées par NPNS à Dourdan dès 2003. De fait, l'engagement de la journaliste qui dénonçait dans le dossier « Femmes. Les nouveaux combats » réalisé par *Le Nouvel Observateur* du 27 janvier 2005, le « silence assourdissant face aux violences faites à nos voisines de palier, nos sœurs en droits et citoyenneté » et « réclamait d'urgence aide et solidarité », s'est inscrit, à l'image de celui de Sylvia Zappi, dans les critères de pertinence qui ont participé de la construction de ce corpus.

<sup>3</sup> Ce corpus recouvre 114 textes publiés dans *Le Monde* et *Le Monde Radio Télévision*. Concernant le magazine *Elle*, 54 numéros (2001-2006) ont été retenus en raison des thématiques liées aux conditions des femmes dans les cités.

<sup>4</sup> Entretien téléphonique entre Sylvia Zappi et l'auteure, 12 février 2003.

<sup>5</sup> Le concours « Elle Solidarité Mode » se veut réservé à des jeunes filles ayant des difficultés à se trouver un avenir dans le système scolaire. Ce concours permet, à plusieurs d'entre elles, d'intégrer une école de stylisme. Une autre opération consiste en un parrainage, dans vingt régions de France, de cent femmes issues de quartiers en difficulté ayant pour projet de créer une micro-entreprise. Tous les projets communs à *Elle* et NPNS ont figuré sur le site de l'association dans la rubrique « Ce que nous faisons », avant que celui-ci ne soit remanié en 2006 sous la rubrique « Présentation et historique ».

<sup>6</sup> Voici quelques exemples significatifs de l'engagement de Valérie Toranian (V. T.) aux côtés de NPNS : animation d'une table ronde par V. T., Festival International de Photojournalisme, « Laïcité, intégration, égalité : les nouveaux combats des femmes », Perpignan, 2 septembre 2003 ; animation d'une table ronde par V. T. et Carla del Ponte, procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Festival International de Photojournalisme, « La femme du côté des bourreaux et la femme réduite à un butin de guerre », Perpignan, 3 sept. 2004 ; débat proposé par le magazine *Elle*, « A-t-on encore besoin du féminisme ? », Les rendez-vous de l'Histoire, Blois, 15 octobre 2004 ; participation de V. T. au débat organisé par Le Théâtre de l'Athénée Louis Juvet et *Le Monde 2*, « Nouvelles femmes, nouvelles mères, nouvelles familles : réflexions pour la construction de la société à venir », 26 janvier 2006.

Aussi est-ce en quelque sorte dans cette compétition médiatique autour de NPNS que d'autres médias<sup>7</sup> s'intéressent à NPNS dès 2001 et intègrent le fait que ce mouvement est incontournable et que ses rendez-vous fortement publicisés à l'image de l'université annuelle de Dourdan<sup>8</sup> sont des lieux où il faut se rendre, de nombreuses personnalités du monde politique, associatif, militant et artistique y étant présentes<sup>9</sup>. Car depuis sa création officielle, si NPNS a droit à une couverture médiatique importante, c'est bien parce que ses porte-parole ont compris comment intégrer les mécanismes des salles de rédaction : Fadela Amara n'y est certes pas étrangère car elle se propose d'ouvrir et d'apporter à celles et ceux qui le souhaitent, un espace de débat (celui des médias) et participe ainsi, aux côtés de ses militant(e)s, de la construction médiatique du mouvement. Et force est de constater, qu'hormis certaines critiques sur le mouvement peu publicisées<sup>10</sup>, l'image globale transmise par l'ensemble des médias demeure plutôt positive durant six années et en phase avec ce que le mouvement recherche. De fait, les médias<sup>11</sup> participent à une montée en puissance de la médiatisation de NPNS, médiatisation construite au fil des actions collectives menées et en écho aux discours officiels de Fadela Amara : de la sorte, ils rentrent en résonance avec ce que NPNS cherche à démontrer et construire, et ils lui servent en quelque sorte de lieu de fabrique à destination de l'opinion publique.

Ceci posé, il faut tenter de comprendre plus en profondeur les raisons du succès visible de NPNS durant cette période. Il est en fait lié à ce que j'ai appelé le disposi-

<sup>7</sup> Je citerai les plus représentatifs (en terme de productions sur NPNS) entre 2001 et 2007 : *L'Express*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Parisien*, *Libération*, *TéléObs Cinéma* ; Europe 1, RTL, France Culture, France-Inter, Paris Plurielle ; TF1, France 2, France 3, Arte, Canal+.

<sup>8</sup> D'une durée de trois jours, elle réunit, depuis ses débuts, militants, sympathisants, intervenants experts (chercheurs), témoins (victimes), politiques (élus, syndicalistes, militants de partis politiques) et représentants des médias nationaux et internationaux, et répond à une volonté simple : faire agir ces représentants en fonction de leurs revendications.

<sup>9</sup> Pour exemple - journalistes y compris - on notera la présence de : Paul Amar, Nicole Ameline, Jean-Louis Borloo, Jeannette Bougrab Malek Boutih, Arlette Chabot, Marie-Jo Charon, Alain Duhamel, Yvonne Delemotte, Julien Dray, Laurent Fabius, Aurélie Filippetti, Anne Hidalgo, François Hollande, Bruno Julliard, Jean-Christophe Lagarde, Corinne Lepage, Olivier Mazerolle Yvette Roudy, Louis Schweitzer, Dominique Sopo, Valérie Toranian, Dominique de Villepin, Catherine Vautrin, etc.

<sup>10</sup> La dépréciation du mouvement Ni Putes Ni Soumises a été relevée par la journaliste, Chérifa Benabdessadok (2004, p. 67), pour la livraison « Femmes contre la violence », destinée à la revue *Hommes et Migrations*, laquelle écrivait qu'un certain nombre de déclarations du mouvement NPNS étaient de nature à stigmatiser les banlieues « plus impopulaires et déclassées que jamais » et à nuire à la représentation masculine de ces lieux, qui avait eu, au moins, pour effet, la constitution du collectif Ni Machos Ni Proxos en 2003. Il est à noter aussi celui de Carmen Garcia et Patricia Mercader (2004, p. 42), lesquelles reprochent au mouvement de faire « resurgir les stéréotypes sur les grands ensembles [...] et de renforcer les stéréotypes négatifs des quartiers populaires ». Dans un article au titre provocateur « Ni pute, ni soumise ou très pute, très voilée ? », la sociologue et historienne Nacira Guénif Souilamas (2003), a, elle aussi, dénoncé cet effet de loupe en raison du succès médiatique du mouvement et de sa récupération politique et médiatique.

<sup>11</sup> Voir notes 1, 7 et 9.

tif du problème public<sup>12</sup> « qui sert à mettre en perspective dans les médias via différents scénarii des situations litigieuses, et inévitablement devient producteur d'effets qui retiennent l'attention des publics » (Thiéblemont-Dollet, 2010, p. 217), dont font partie les journalistes. Ce dispositif qui répond aux « questions fondamentales telles que "qui ?", "quoi ?", "à cause de quoi ?", "en vue de quoi ?", "avec qui ?", "contre qui ?", "comment ?", "quand ?", "où ?", "de quel droit ?", "pour quels intérêts ?", "avec quelles conséquences ?" » (Céfaï, 1996, p. 53) est construit sur la conception de l'arène et contribue à mieux comprendre les mécanismes de mise en place des revendications de collectifs ou de mouvements sociaux, à l'image de NPNS.

« Il permet également de mettre en perspective les facteurs et les acteurs mis en cause et à déceler enfin les situations communicationnelles permettant de demander réclamation, notamment *via* une multiplicité de lieux (rue, place publique, médias tels que studios de radios, plateaux de télévisions, salles de rédaction, autres locaux, etc.) où les militants opèrent, selon des temporalités variées, choisies ou non par ces derniers (week-end, journée, nuit, etc.) » (Thiéblemont-Dollet, 2010, p. 217-218).

Or la mobilisation menée par NPNS repose pour partie sur cette forme de dispositif. En effet, ces femmes ont dénoncé dans la presse<sup>13</sup> leurs conditions de vie (*naming*) ; puis, elles ont accusé publiquement (*blaming*) par le biais d'actions collectives de grande envergure<sup>14</sup> et donc fortement médiatisées, les responsables de cet état de fait, à savoir les représentants des institutions de la République. Enfin, elles ont demandé à être entendues des pouvoirs publics et à ce que leurs demandes (*claiming*) soient effectives à partir de propositions et de réformes qu'elles n'ont eu de cesse de requérir auprès des plus hautes instances de l'État<sup>15</sup>. Ce dispositif du problème public est ici assez complexe puisqu'il intègre quelques éléments propres à certains dispositifs sécuritaires décrits par Michel Foucault (2008, p. 635-657), à savoir les banlieues dont il faut « éliminer le dangereux » (Blanchette, 2006, p. 7),

<sup>12</sup> Dans la configuration tripartite clairement établie par les politistes William L. F. Felstiner, Richard L. Abel et Austin Sarat (1991, p. 41-54), il s'agit de trois concepts clairement identifiés et imbriqués : le *naming*, le *blaming* et le *claiming*. Le *naming* (l'attribution, la mise en mots) signifie qu'une expérience est qualifiée « d'offense » ou d'une situation génératrice de litige, ce qui correspond à des dénonciations formulées selon différentes prises de paroles et actions collectives. Le *blaming* (le reproche) consiste alors à transformer les difficultés perçues comme un ou des griefs, et « donc à faire jouer une imputation de responsabilité » (Neveu, 1999, p. 42). Enfin, le *claiming* renvoie à un « processus de réclamation, publicisé sous la forme de demande de réformes et de remèdes » (*ibid.*).

<sup>13</sup> Leurs revendications - dont leur première pétition au titre choc : « Appel national des femmes des quartiers du 22 octobre 2001. Ni Putes, Ni Soumises ! » - ont d'abord été relayées par *Le Monde* et *Elle*, et ont connu ensuite une médiatisation de grande envergure.

<sup>14</sup> Parmi les actions fortement médiatisées, on citera les États généraux des 26 et 27 janvier 2002 à la Sorbonne ; la première « Marche des femmes contre les ghettos et pour l'égalité » entre le 1<sup>er</sup> février et le 8 mars 2003 ; leur entretien à Matignon avec le Premier Ministre, Jean-Pierre Raffarin, entouré de François Fillon, ministre des Affaires sociales ; la création d'un Comité interministériel autour des conditions de vie des femmes des quartiers, sous la responsabilité de Nicole Ameline, ministre déléguée à la Parité et à l'Égalité professionnelle (08/03/2003) ; la seconde marche du 31 janvier 2004 au 6 mars 2004.

<sup>15</sup> Rencontres publiques avec les présidents de la République ou les représentants élus de différents partis politiques.

afin que ces lieux redeviennent des espaces de sécurité. Mais il a bel et bien participé, dans le cadre de NPNS, à sa médiatisation réussie en des endroits multiples, et à sa visibilité, en raison également de prises de position nouvelles sur les conditions de vie des femmes qui ne tiennent pas tant que cela à des questions d'ordre ethnoracial médiatisées<sup>16</sup>.

## 2. Le refus du féminisme et des questions de genre par NPNS via les médias ?

Si NPNS a droit à une visibilité grandissante via les médias, c'est justement en raison de ses revendications qui cassent les représentations habituelles concernant la population féminine et féministe. De fait, aucune de ces militantes ne revendique fermement une appartenance spécifique féministe à un mouvement ; et les questions discutées au sein du mouvement sont reliées à des thèmes comme la lutte contre toutes les formes de domination et de violence à l'encontre des femmes, mais aussi des êtres humains les plus fragiles (jeunes, sans-logis, sans-papier, chômeurs, etc.) à l'appui d'actions collectives délivrées en public ou pour le public. Aussi le positionnement de ces militantes ne se situe-t-il jamais volontairement dans le champ du féminisme, même si certains journalistes, représentants politiques et militantes d'autres mouvements défendent une position inverse, partant du principe que construite par des femmes (ce qui n'est, du reste, pas totalement exact), l'association NPNS ne peut être que féministe et s'intéresser à ce qui s'y rattache, comme les débats sur le genre. Or c'est justement en usant d'un autre registre que la première présidente de NPNS, Fadela Amara, attise la curiosité d'un grand nombre de professionnels des médias, puis de personnalités politiques<sup>17</sup> et d'intellectuels<sup>18</sup>, car elle met de suite de côté les questions autour du féminisme et du genre dans ses prises de position publiques (livres ou interviews) : « Je suis [...] persuadée qu'il faut cesser de [...] n'envisager le combat qu'en termes de guerre des sexes. Avec de tels schémas, on déclenche la guerre dans les cités. [...] Pour moi, la citoyenneté n'a pas de

<sup>16</sup> Les travaux des ethnologues Jean-Loup Amselle et Elikia Mbokolo, publiés en 1985, sous le titre *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et état en Afrique*, rappellent que le terme d'ethnie correspond, peu ou prou, à une chimère qui, pourtant, a une histoire. Pour ces deux chercheurs, la notion d'ethnie a été construite sur des critères variables, essentiellement à l'époque coloniale, et a fait ensuite l'objet d'une réappropriation par les acteurs concernés. L'appartenance ethnique est donc devenue, par défaut, une forme identitaire pour pallier l'absence d'autres ressources identitaires, celle de la nation, par exemple. À mon sens, cette construction identitaire n'a donc pas lieu d'être prise en compte par rapport à de tels mouvements, au risque d'une plus grande stigmatisation et d'un détournement de leurs revendications, et n'a pas été prise en compte par l'ensemble des médias. Du reste, même si Marion Dalibert explique dans sa thèse (2012, p. 454) que « NPNS a été un mouvement totalement ethnoracialisé dans le discours d'information et que les femmes "blanches" appartenant aux classes populaires n'ont pas été mises en scène dans les médias comme étant concernées par les violences de genre alors qu'au départ, elles étaient incluses dans la lutte par Ni putes ni soumises », je ne partage pas complètement cette argumentation. En effet, j'ai démontré à plusieurs reprises que si les médias avaient mis sur le devant de la scène Fadela Amara et d'autres militantes issues de l'immigration, ils avaient également montré la mixité du mouvement au sens large du terme.

<sup>17</sup> Jacques Chirac, Jean-Louis Debré, Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin, etc.

<sup>18</sup> Bruno Latour, Patrick Weil, Pierre Rosanvallon, Edgar Morin, Albert Jacquard, etc.



sexe. La société est certes composée d'hommes et de femmes, mais ceux-ci sont avant tout citoyens de la République, et celle-ci leur garantit la liberté »<sup>19</sup> ; « Il ne faut pas retomber dans le travers initial des petits rassemblements réservés aux femmes issues de classes aisées. [...] Ces dernières années, les féministes ont mené des luttes presque réservées [...] et ont oublié les femmes des milieux populaires »<sup>20</sup>. À l'identique, les porte-parole les plus médiatisés de NPNS expliquent que leur mouvement n'a rien à voir avec un mouvement féministe et que les questions de genre associées à ce qualificatif et définies selon différents courants - essentialiste, universaliste, différentialiste - ne sont pas leur priorité, même si elles sont à nouveau médiatisées à cette période, et elles estiment que ce sont des constructions très discutables. Certaines vont même jusqu'à établir publiquement une distinction entre elles - des femmes militantes - et les autres - des féministes<sup>21</sup>. Il va sans dire que certaines féministes, voire quelques intellectuelles comme Marcela Iacub<sup>22</sup> sont heurtées par de telles positions et tentent de réduire, dès que possible en 2003, par médias interposés, les revendications de NPNS, à un simple réquisitoire de délits et crimes de droit commun<sup>23</sup>. Elle dénonce l'usage de la rhétorique de la dénonciation ou de la victimisation du mouvement, alors que la philosophe Élisabeth Badinter laisse entendre qu'un tel mouvement tend « au féminisme d'urgence » et lui suggère « de mettre l'accent sur les mécanismes d'inégalité entre hommes et femmes »<sup>24</sup>, la simplification ne pouvant que nuire à sa propre cause. Mais en vain ! Car les débats que ces deux figures du féminisme portent dans les médias servent la publicisation de NPNS et font la démonstration que les questions des femmes peuvent être entendues et comprises autrement.

### 3. Un mouvement qui se médiatise au service de l'Autre

Les militantes de NPNS cherchent en permanence à gommer toute éventuelle « appartenance [ou] rattachement à une communauté englobante » (de Singly, 2003,

<sup>19</sup> Amara, F., Zappi, S. (2003). *Op.cit.* : 121, 130.

<sup>20</sup> *Ibid.* : 120-122.

<sup>21</sup> Pour exemple, invitée à débattre des mouvements féministes par Arte en décembre 2003, parce qu'auteure de *L'Enfer des tournantes* (2002), aux côtés de Alie Schwarzer - figure importante du féminisme allemand et fondatrice, en 1977, du magazine féministe *Emma* - et de Denise Bombardier - féministe québécoise et romancière - Samira Bellil n'accepte pas que NPNS qu'elle représente, soit rangé dans cette catégorie dite féministe, et se démarque de cet étiquetage tout en notant, non sans agacement, que ces questions sont « plutôt réservées à un cercle restreint d'intellectuelles n'ayant jamais vécu ou mis les pieds dans les cités ». Arte, 09/12/2003, « Où sont passées les féministes ? ».

<sup>22</sup> Voir Iacub, M., Badinter, É., (2003). Le nouveau féminisme, "cette escroquerie". *Le Nouvel Observateur*, 8 mai et 15 mai.

<sup>23</sup> Se référant en effet au meurtre de Sohane, figure emblématique du mouvement, parce que brûlée vive dans un local à poubelles le 4 octobre 2002 à Vitry-sur-Seine, Marcela Iacub cherche à déconstruire l'essence même du collectif, précisant que les requêtes des adhérentes relèvent de la police et non pas d'un mouvement d'émancipation des femmes.

<sup>24</sup> *Ibid.*

p. 89), féministe ou autre et ce choix est, pour partie et très souvent, une forme de résistance aux autres mouvements. Et vers 2005, certaines des porte-paroles expliquent fréquemment dans les médias que s'il fallait donner une définition au genre, il s'agirait alors de le comprendre comme une articulation des rapports sociaux non pas de sexe, mais interhumains. Elles s'inscrivent, sans le revendiquer, dans la lignée des travaux de chercheuses sur la question<sup>25</sup>, mais surtout elles se rapprochent pour partie de ceux de la chercheuse nigériane, Ayesha M. Imam (2004, p. 17), qui a choisi l'exemple des *yan daudus*, hommes *hausa* du Nord-Nigeria, pour expliquer que le genre tel qu'il était entendu, à savoir comme des rapports sociaux de sexes, n'existait pas et était révolu : « Ces hommes, écrit-elle, adoptent une tenue vestimentaire et des manières efféminées, [...] établissent des liens homo-sociaux puissants, y compris, [...] des rapports homosexuels, et [...] peuvent également se marier et avoir des enfants ». Pour NPNS, si genre il y a, il doit alors correspondre à un ensemble de positions politiques et sociales destinées à défendre sans exception tous les citoyen(ne)s d'une société et permettre aux invisibles (comme les habitant(es) des cités) de devenir visibles (Franguiadakis, Ion & Viot, 2005). Revendications qu'elles ne manquent pas d'expliquer, dès que faire se peut, par médias interposés. Elles bouleversent de la sorte les approches classiques et parfois dualistes de telles questions et estiment qu'il n'est pas possible de définir l'identité d'un être humain par le seul biais du sexe. Aussi en développant peu à peu une approche inédite de questions liées aux conditions de vie des plus faibles (dont les femmes), et en essayant de donner des réponses aux difficultés de ces derniers, elles réussissent à faire en sorte que les médias ne les oublient pas. Ainsi, elles revendiquent de nouvelles formes de comportement pour tous, de meilleures relations avec l'Autre et pour se faire, elles défendent différentes modalités de mixité (Goffman, 2002). C'est de la sorte que le terme mixité devient l'une des thématiques emblématiques du mouvement qui se revendique certes féminin, mais avant tout mixte. Cette notion de mixité répétée et déclinée sous des formes différentes incite de nouveaux acteurs à les rejoindre, à les soutenir (notamment les journalistes) et à afficher publiquement leur soutien. Au point que les militantes développent fortement cette thématique et la poursuivent encore aujourd'hui d'autant qu'elle leur a permis d'intégrer des hommes qu'au départ elles avaient préféré laisser de côté<sup>26</sup>.

En ce sens, le mouvement a procédé à une forme de mutation de ses revendications, la trame étant que chacun(e) puisse y retrouver des références républicaines comme celles des droits de l'homme. Sans laisser de côté les problèmes concernant

<sup>25</sup> Judith Butler, Christine Delphy, Colette Guillaumin, Donna Haraway, Marie-Claude Hurtig, Celia Kitzinger, Nicole-Claude Mathieu, Ann Philipps, Marie-France Pichevin, Monique Plaza, Paola Tabet.

<sup>26</sup> Le collectif NPNS se constitue entre 2000 et 2002, parce que dans le courant de l'année 2000, la Fédération nationale de la Maison des putes « est saisie de demandes nouvelles [...] : les victimes de viols appellent à l'aide, les signalements de mariages forcés augmentent, de même que les demandes d'hébergement d'urgence émanant de jeunes femmes victimes de violences familiales, etc. » (Orain, 2003, p. 92). À la suite de plusieurs réunions où hommes et femmes sont présents, des tensions apparaissent au point que l'idée de ne plus faire participer des hommes à ces rencontres émerge, pour être abandonnée deux années plus tard environ.

les femmes des banlieues, elles orientent progressivement la « dénonciation » sur des sujets de société plus larges, tels que des politiques d'exclusion pouvant engendrer des attitudes délinquantes, les inégalités des salaires et la discrimination à l'embauche. Et du point de vue des effets, se produit aussi un glissement sémantique au niveau de l'appellation des grandes actions menées par le mouvement, plus visibles et lisibles à partir de 2006, notamment avec le remaniement du site internet NPNS. Ainsi, « La Marche des femmes contre les ghettos et pour l'égalité » de 2003 fondée sur « la condition de vie des filles et des femmes, victimes de la loi de la cité » s'est-elle transformée en 2004 en « Tour de France républicain » avec des thématiques telles que la laïcité, « l'égalité des sexes, d'éducation et de citoyenneté ». En outre, NPNS use, entre autres exemples pour se démarquer davantage publiquement des autres mouvements féministes, du registre de la mère avec *L'Appel des 343 mamans des cités* (8 mars 2007), en réponse aux émeutes des banlieues de 2005. NPNS veut ainsi marquer une rupture nette avec la représentation donnée non pas dans les médias, mais dans certains cercles politiques, associatifs, féministes, de la militante de NPNS, à savoir celle d'une femme maghrébine libérée de ses devoirs de mère, ou celle d'une jeune femme militante sans engagement familial. Représentation fautive que les militantes du mouvement répètent à plusieurs reprises dans les médias avec lesquels elles ont réussi à construire des liens solides et fidèles. Aussi ne sont-elles pas forcément maghrébines, célibataires, ou désinvesties de leur engagement de mère : et au contraire, elles attribuent un rôle majeur à cette fonction de la « mère » qui sait « accomplir son devoir de maternité » et qui est aussi une femme engagée.

### Conclusion

La naissance du mouvement NPNS a eu pour effet majeur l'établissement officiel d'un problème public qui a sensibilisé de nombreux acteurs en raison des lieux où il se situait, les banlieues, et des personnes qu'il affectait, les femmes des cités, puis les hommes (Thiéblemont-Dollet, 2009).

En donnant une vision différente des femmes vivant en banlieues, des questions pouvant les toucher, le mouvement NPNS a gagné en visibilité et s'est vu soutenu et cautionné par des personnalités émanant de différentes sphères. Aussi a-t-il attiré une attention particulière car il a défendu (et il continue de le faire) des engagements tournés autour du respect, de la laïcité, de l'égalité et de la mixité. À partir de stigmates volontairement mis en avant – femmes des banlieues, non féministes, immigrées ou non, ayant subi des violences ou ayant été témoins de violences – NPNS a certes dérangé les convictions d'autres féministes, mais a permis de penser et de faire penser à d'autres individus comment appréhender autrement les rapports homme-femme et de montrer comment influencer sur les pratiques journalistiques. Enfin, de par les dispositifs de communication mis en place à destination de

l'opinion<sup>27</sup> et de recueil des opinions<sup>28</sup>, ce mouvement constitué d'abord de femmes des cités, puis de femmes de manière plus générale et enfin d'hommes, est devenu un mouvement essentiel pour ceux qui s'intéressaient aux politiques de la ville, et en cela, il s'est rapproché de la pratique politique (Thévenot, 2006).

Ceci posé, NPNS n'en demeure pas moins « un univers pluraliste où une multiplicité de mœurs et d'opinions, de styles de vie, de jeux de langage et de points de vue coexistent, en se démarquant et en se rapportant les uns aux autres » (Céfaï, 2002). Il se veut aussi la représentation d'un courant de pensée considéré comme nouveau et original. C'est pourquoi, de nombreux journalistes et représentants politiques, élus ou non, ont décidé d'en tenir compte ou surtout de le reprendre à leur compte dès 2003, la nomination de Fadela Amara à la fonction de secrétaire d'État chargée de la Politique de la Ville dans le gouvernement de Nicolas Sarkozy en 2007 en étant un des symboles importants.

### Références

- Amselle, J.-L. & Mbokolo, E. (1985). *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris : Éds. La Découverte.
- Benabdessadok, C. (2004). « Ni Putes ni soumises : de la marche à l'université d'automne ». *Hommes et Migrations*, (1248), p. 64-74.
- Blanchette, L.-P. (2006). « Michel Foucault : Genèse du biopouvoir et dispositifs de sécurité ». *Lex Electronica*, (11/2). Accès : [http://www.lex-electronica.org/docs/articles\\_43.pdf](http://www.lex-electronica.org/docs/articles_43.pdf). Consulté le 20 septembre 2014.
- Céfaï, D. (1996). « La construction des problèmes publics. Définition de situations dans des arènes publiques ». *Réseaux*, (75), p. 43-66.
- Céfaï, D. & Trom, D. (2001) (eds). *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Céfaï, D. (2002). « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste ». In Céfaï, D. & Isaac, J. (Eds). *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*. La Tour d'Aigues : Éds. de l'Aube. Accès : [http://commonweb.unifr.ch/SocioMedia/Pub/cefai\\_txt/Arenepublique-cefai.pdf](http://commonweb.unifr.ch/SocioMedia/Pub/cefai_txt/Arenepublique-cefai.pdf). Consulté le 20 janvier 2014.
- Dalibert, M. (2012). *Accès à l'espace public des minorités ethnoraciales et « blanchité », La construction du Sujet de la Nation française dans la médiatisation de Ni putes ni soumises et du Mouvement des Indigènes de la République dans la presse quotidienne nationale dite « de référence » (le Figaro, le Monde, Libération) et dans les journaux télévisés de TF1, France 2 et France 3*. Thèse en sciences de l'information et de la communication : Lille 3.

<sup>27</sup> Reportages télévisuels, réunions publiques, manifestations de grande envergure, relations avec des personnalités du monde politique relayées par les médias.

<sup>28</sup> Pétitions, foire aux questions sur internet, rencontres pour recueillir les remarques et les suggestions à la sortie des collèges, des lycées, des lieux publics.

- Felstiner, W. L. F., Abel, R. L. & Sarat, A. (1991). « L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer ». *Politix*, (16), p. 41-54.
- Foucault, M. (1977). « Le jeu de Michel Foucault », entretien avec Colas, D. & Grosrichard, A. & Le Gaufey, G. & Livi, J. & Miller, G. & Miller, J. & Millor, C. & Wajeman, G. In Foucault, M. (2008). *Dits et écrits II. 1976-1988* (p. 298-329). Paris : Gallimard.
- Franquiadakis, S., Ion, J. & Viot, P. (2005). *Militer aujourd'hui*, Paris : Éd. Autrement.
- Garcia, M.-C. & Mercader, P. (2004). « Immigration, féminisme et genre dans le traitement médiatique du mouvement "Ni putes ni soumises" ». *MEI Médiation et Information*, (20), p. 41-49.
- Goffman, E. (2002). *L'arrangement des sexes* (traduit de l'anglais par C. Zaidman et H. Maury). Paris : La Dispute (1977).
- Guénif Souilamas, N. (2003). « Ni Putes, ni soumises ou très putes, très voilée ? Les inévitables contradictions d'un féminisme sous influence ». *Cosmopolitiques*, (4), p. 53-65.
- Imam, M.-T., A. (2004). « Introduction. Intégrer le genre aux sciences sociales africaines ». In Imam, M.-T., A., Mama, A. & Sow, F. (Eds) (1997). *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines* (p. 15-43). Dakar/Paris : Codesria-Karthala.
- Neveu, E. (1999). « L'approche constructiviste des "problèmes publics". Un aperçu des travaux anglo-saxons ». *Études de communication*, (22), p. 41-57.
- Orain, H. (2003). « "Ni Putes ni soumises !", les rapports sociaux de genre dans la ville ». *Actes de l'association nationale des études féministes*, p. 91-99.
- Singly, F. (de) (2003). *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*. Paris : Armand Colin.
- Thévenot, L. (2006). *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*. Paris : Éd. La Découverte.
- Thiéblemont-Dollet, S. (2009). Le rôle des médias dans l'émergence et la popularisation du mouvement d'émancipation des femmes immigrées ou d'origine immigrée depuis 1999. L'exemple du mouvement Ni Putes Ni Soumises (1999-2007). *Le Temps des médias*, (12), p. 141-151.
- Thiéblemont-Dollet, S. (2010). « Dispositifs à l'œuvre dans les actions et mobilisations collectives ». In Appel, V., Boulanger, H. & Massou, L. (Eds). *Dispositif[s] : concept, usages et objets*. (p. 235-249). Louvain : De Boeck Université.
- Wisler, D. (1999). « Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse ». *Revue française de sociologie*, (XL-1), p. 121-138.

